



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

## Rapport de la Zone franc 2011

Le rapport annuel de la Zone franc<sup>1</sup> pour l'année 2011 vient de paraître. Établi par le Secrétariat du Comité monétaire de la Zone franc – assuré par la Banque de France – en étroite collaboration avec les trois banques centrales<sup>2</sup> des pays membres, ce rapport décrit les principales évolutions économiques et financières des pays membres durant l'exercice écoulé et présente les perspectives pour l'année en cours.

### **En 2011, l'activité économique est restée soutenue dans la majorité des pays membres de la Zone franc**

Observant une tendance identique à celle des autres pays d'Afrique subsaharienne, dont la croissance a atteint 5,2 % en 2011, les pays de la Zone franc ont bénéficié du maintien à des niveaux élevés des cours des matières premières et d'une amélioration des termes de l'échange.

Les pays de la CEMAC (+ 5,1 %) et les Comores (+ 2,6 %) ont ainsi enregistré une consolidation de leurs performances de croissance, tandis que l'activité économique en UEMOA (+ 0,6 %) a été fortement affectée par la crise politique en Côte d'Ivoire et la récession (– 4,7 %) qui en a résulté.

### ***L'activité économique dans les pays de l'UEMOA a marqué un net ralentissement en 2011, sous l'effet principalement de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire***

Le taux de croissance du PIB réel au plan régional s'est établi à seulement 0,6 %, après 4,4 % en 2010. La crise en Côte d'Ivoire s'est en effet traduite dans ce pays par une récession de 4,7 % du PIB et s'est répercutée sur les économies des autres pays membres de l'UEMOA, en particulier les pays enclavés de la région (Burkina Faso, Mali, Niger). Au Sénégal, la hausse du PIB réel a été limitée à 2,6 %, après 4,1 % en 2010, du fait notamment des mauvais résultats de la campagne agricole. Ainsi, les résultats obtenus en 2011 en termes de croissance sont en recul par rapport à 2010 dans la plupart des pays de l'UEMOA, à l'exception du Bénin (3,1 % contre 2,6 % en 2010), de la Guinée-Bissau (5,3 % contre 4,5 %) et du Togo (4,8 % contre 4,0 %), grâce à la bonne tenue de la production vivrière dans ces pays.

### ***La croissance économique en CEMAC a marqué une nouvelle accélération, grâce au dynamisme du secteur non pétrolier***

Le PIB réel dans cette région a progressé de 5,1 % après 4,0 % en 2010. La croissance, tirée par la hausse des investissements directs étrangers et la mise en œuvre de programmes ambitieux d'investissement public, notamment dans les infrastructures, a été particulièrement dynamique en Guinée équatoriale (+ 7,7 %), au

---

<sup>1</sup> La Zone franc comprend, outre la France, quinze pays africains. Huit d'entre eux composent l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Six autres constituent la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad. Enfin, la Zone franc comprend également l'Union des Comores.

<sup>2</sup> La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) et la Banque Centrale des Comores (BCC). Le rapport de la Zone franc est établi sur la base des données collectées auprès des trois banques centrales, des deux commissions bancaires de la Zone et des autorités nationales.

Gabon (+ 6,8 %), au Congo (+ 5,8 %) et au Cameroun (+ 4,7 %). Le PIB du secteur non pétrolier s'est accru de 5,9 % en termes réels.

### ***Aux Comores, l'activité économique a poursuivi son redressement***

La hausse du PIB réel s'est établie à 2,6 % en 2011, après 2,2 % en 2010. La croissance a été principalement soutenue par les bons résultats du secteur agricole et le dynamisme de la demande intérieure privée.

Dans l'ensemble des pays de la Zone franc, l'élévation du niveau de la croissance potentielle reste néanmoins entravée par plusieurs facteurs, liés notamment aux difficultés persistantes de certaines filières agricoles, à l'insuffisant développement des secteurs financiers et à la faiblesse des infrastructures, en particulier dans le domaine de la production d'énergie. S'agissant plus particulièrement du système financier, l'essor de la banque à distance en UEMOA et le démarrage des émissions de titres publics en CEMAC constituent des innovations susceptibles de contribuer au développement financier des pays de la Zone franc et sont présentés en détail dans ce *Rapport* par la BCEAO et la BEAC.

### **En dépit d'une reprise des tensions inflationnistes, l'évolution des prix en Zone franc a été contenue, restant nettement inférieure à celle observée en Afrique subsaharienne**

L'année 2011 a été caractérisée par une sensible reprise des tensions inflationnistes dans la majorité des pays membres de la Zone franc. En Afrique de l'Ouest, la hausse du niveau général des prix s'est établie à 3,9 % en moyenne annuelle, après 1,4 % en 2010, tandis qu'elle ressortait à 2,7 % en CEMAC (après 1,6 % en 2009). Aux Comores en revanche, l'inflation a nettement décéléré, ressortant à 1,8 % (contre 3,8 % en 2010).

**La Zone franc a continué d'enregistrer en 2011 de meilleurs résultats en matière de lutte contre l'inflation que l'Afrique subsaharienne.** Reflétant les effets stabilisateurs de l'ancrage à l'euro, l'évolution des prix a été sensiblement plus ralentie en Zone franc que dans le reste de l'Afrique subsaharienne, avec un différentiel d'inflation de 4,3 points en faveur de l'UEMOA et de 5,5 points en faveur de la CEMAC.

**Les performances de la Zone franc en matière de stabilité des prix s'inscrivent dans la durée :** sur la période 2001–2011, le taux d'inflation annuel a été en moyenne de 2,8 % en UEMOA et de 3,3 % en CEMAC, contre 9,7 % pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. La stabilité des monnaies de la Zone franc, grâce à l'ancrage à l'euro, permet de contenir l'inflation importée, mais aussi la pression de la demande interne, et contribue ainsi décisivement à la stabilité des prix.

### **Les politiques monétaires sont restées accommodantes**

Après les ajustements opérés en 2009 en réponse à la crise, les politiques monétaires conduites par les banques centrales de la Zone franc, qui avaient assoupli les conditions de refinancement des établissements de crédit, sont restées accommodantes.

La BCEAO a poursuivi ses opérations hebdomadaires d'injection de liquidités et organisé des adjudications à taux fixe et pour des montants illimités sur le guichet à un mois. Ses principaux taux directeurs, inchangés depuis juin 2009, ont été abaissés de 25 points de base en juin 2012.

En Afrique centrale, après avoir réduit de 150 points de base ses principaux taux directeurs entre décembre 2008 et juillet 2010, dans un contexte de ralentissement de l'activité et de l'inflation, la BEAC a maintenu inchangées les conditions de refinancement des banques et des établissements financiers.

**Les politiques budgétaires sont restées globalement expansionnistes en 2011, cette orientation étant compensée en Afrique centrale par une nouvelle hausse des recettes d'origine pétrolière**

En UEMOA, la hausse modérée des ressources collectées, conjuguée à une progression soutenue des dépenses, s'est traduite par une aggravation du déficit budgétaire, qui a atteint 6,5 % du PIB en 2011, contre 5,4 % l'année précédente.

En CEMAC, en dépit d'une progression de 18 % des dépenses d'investissement, la forte augmentation des recettes pétrolières (+ 26,0 %) a permis de consolider l'excédent budgétaire (base engagements, hors dons), passé de 1,5 % du PIB en 2010 à 3,2 % du PIB en 2011.

Aux Comores, le déficit budgétaire (base engagement, hors dons) s'est réduit, passant de 8,0 % du PIB en 2010 à 6,3 % en 2011.

**En dépit du ralentissement attendu de l'activité au plan mondial, les pays de la Zone franc devraient continuer d'afficher de solides performances de croissance en 2012**

Dans un environnement incertain, marqué par un ralentissement de la croissance économique mondiale, le maintien à des niveaux élevés des cours des matières premières, en particulier du pétrole, devrait permettre aux économies de la Zone franc de suivre une évolution similaire à celle du continent africain.

**L'UEMOA devrait enregistrer un net rebond de ses performances de croissance en 2012.** Selon la BCEAO, la hausse du PIB réel devrait ressortir à 5,3 %, grâce à la forte reprise attendue en Côte d'Ivoire (+ 8,0 %) et au Niger (+ 11,3 %). Ces prévisions sont toutefois sujettes à des incertitudes, liées à l'évolution de la crise politique au Mali et aux aléas climatiques dans la zone sahélienne. Dans les autres pays, l'activité devrait bénéficier de l'essor du secteur minier et de l'agriculture. Les tensions inflationnistes devraient s'atténuer, le taux d'inflation devant s'établir à 2,5 % en moyenne annuelle en 2012, après 3,9 % en 2011.

**Les économies de la CEMAC devraient connaître une nouvelle accélération de leur croissance économique,** avec une hausse attendue du PIB réel de 5,7 % en 2012 selon les prévisions de la BEAC (après 5,1 % en 2011). La croissance serait principalement tirée par le secteur des hydrocarbures, qui devrait enregistrer une reprise de la production de pétrole. Le niveau des prix devrait s'accroître de 3,2 % en moyenne annuelle (contre 2,7 % en 2011), du fait notamment de la fermeté de la demande intérieure.

**Aux Comores, le PIB réel devrait progresser d'environ 2,5 % en 2012,** soit un niveau proche de celui observé en 2011 (+ 2,6 %), en particulier grâce au dynamisme du secteur agricole.

---

*Pour plus de renseignements :*

Direction de la Communication, Service de presse (00 33 (0)1 42 92 39 00)

## ANNEXE

### Principaux indicateurs économiques

(en %)

	Croissance du PIB réel		Inflation (a)		Solde budgétaire (en % du PIB) (b)	
	2010	2011 (c)	2010	2011 (c)	2010	2011 (c)
UEMOA	4,4	0,6	1,4	3,9	- 5,4	- 6,5
CEMAC	4,0	5,1	1,6	2,7	1,5	3,2
Comores	2,2	2,6	3,8	1,8	- 8,0	- 6,3
Afrique subsaharienne	5,3	5,2	7,4	8,2	- 4,9 (d)	- 2,4 (d)

(a) Variation des prix à la consommation, en moyenne annuelle

(b) En base engagements, hors dons

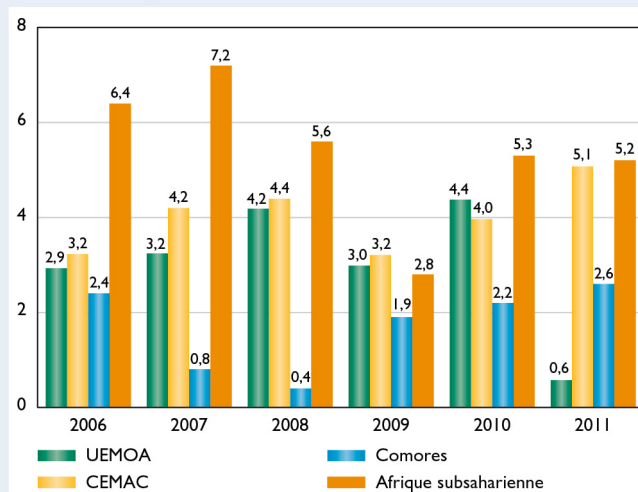
(c) Chiffres provisoires

(d) Solde budgétaire global, hors dons

Sources : BCEAO, BEAC, BCC, FMI (Perspectives économiques régionales, avril 2012, Perspectives de l'économie mondiale, mise à jour juillet 2012) pour l'Afrique subsaharienne

### Évolution du PIB

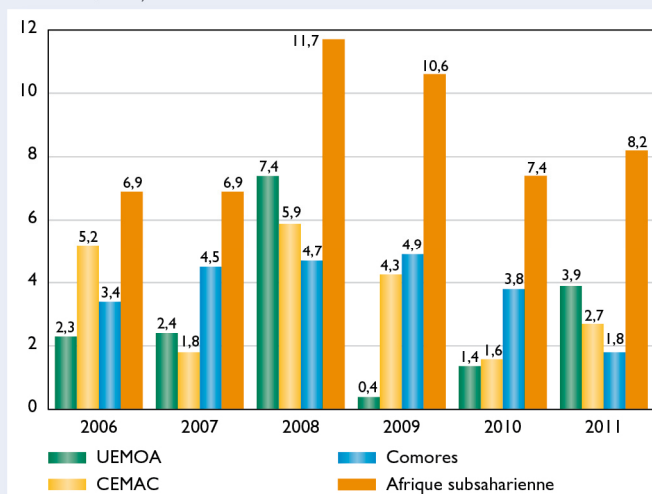
(taux de croissance réelle en %)



Sources : Banques centrales ; FMI (Perspectives de l'économie mondiale, avril 2012, mise à jour juillet 2012)

### Prix à la consommation

(en moyenne annuelle ; en %)



Sources : Banques centrales ; FMI (Perspectives de l'économie mondiale, avril 2012, mise à jour juillet 2012)